



CTL EMPLOI

19 janvier 2016

UNE ESCROQUERIE !

8 suppressions de postes : **NON**, il y en a 30

Privilégier le contrôle fiscal : **NON**, suppression d'une brigade

Traquer les fraudeurs : **NON**, disparition des brigades patrimoniales

Maintien des missions : **NON**, disparition de 3 SIP et de 3 SIE

A aucun moment, la direction n'a montré une volonté d'infléchir des choix décidés bien en amont. Cette absence de dialogue nous a conduit à boycotter la deuxième réunion du CTL après avoir interpellé le directeur (au verso).

C'est pour cela que nous appelons à la grève du 26 janvier pour :

- l'arrêt des suppressions de postes
- l'arrêt des restructurations et fusions de services
- le dégel du point d'indice

MANIFESTATION A LYON
Départ Jean Macé à 10h00
en direction de la Préfecture

Interpellation du DRFiP du Rhône le 19 janvier 2016

Monsieur le Directeur,

Vous avez convoqué aujourd'hui le CTL afin d'entériner la répartition des suppressions de postes dans le département.

Vous annoncez 8 suppressions de postes mais cet affichage ne nous trompe pas. Ce sont bien 30 postes qui seront supprimés dans le Rhône au 1^{er} janvier 2016. Les 22 postes auvergnats transférés n'ont pas vocation à « remplacer » les suppressions de postes qui seront effectives dans nos services.

Ainsi les services de Direction perdent 14 postes, 4 emplois dans les brigades de vérification sont redéployés à la DIRCOFI et 12 postes sont prélevés dans les services du réseau (SIP, SIE, trésoreries).

Ainsi, la Direction acte la suppression de la 3^{ème} Brigade Départementale de Vérifications (après la suppression de la 1^{ère} BDV il y a quelques années) sans information ni explication pour les collègues concernés : c'est une nouvelle preuve d'un manque de considération total pour les agents et nos missions. Qui peut oser encore dire que le contrôle fiscal est sanctuarisé ? Avec des brigades de 10 vérificateurs minimum, la Direction rend impossible pour les Chefs de Brigade de mener, de front, leur mission d'encadrement et de soutien professionnel avec 130 dossiers à gérer par an. Cela ne sera que de l'abattage statistique comme dans beaucoup d'autres services !

Par ailleurs, vous êtes certes seul responsable de votre communication sur Ulysse Rhône mais nous ne pouvons pas vous laisser écrire impunément que la « contribution nette de la DRFIP est de 8 emplois contre 31 en 2015 et 26 en 2014 ». Cela laisse entendre une amélioration qui n'existe pas.

Tous les services sont déjà asphyxiés et ces nouvelles suppressions de postes vont peser plus lourdement encore sur les conditions de vie au travail des collègues, sur leurs charges de travail, augmenter les risques psycho-sociaux et forcément, avoir un impact négatif sur nos missions de contrôle et de service public.

Nous ne voulons pas cautionner en quoi que ce soit ces suppressions de postes. Nous ne voulons pas participer à un choix de dupes qui consisterait à discuter la pertinence de supprimer ici plutôt que là. Nous rejetons cette politique de suppressions de postes.

C'est pourquoi les élus CGT ont décidé de boycotter cette 2^{ème} convocation du CTL.

Ces suppressions de postes s'inscrivent dans le plan national de suppressions de postes et de casse du service public que vous appelez la « démarche stratégique de la DGFIP » et qui est en fait, un vaste plan social qui n'ose dire son nom.

La CGT Finance Publique Rhône, comme toute la CGT, s'inscrit résolument contre cette politique austéritaire décidée par le gouvernement.

Nous ne laisserons pas le gouvernement et la DGFIP casser nos emplois, dégrader nos conditions de travail, mettre à bas le service public et nos missions sans réagir.

Nous boycottons donc ce CTL et nous appelons l'ensemble des agents du département à participer à la grève et à la manifestation mardi 26 janvier, avec les autres fonctionnaires de l'Etat, de la Santé et de la Territoriale, avec les fédérations CGT, FO et Solidaires pour réclamer entre autre :

- *l'arrêt des suppressions de postes,*
- *l'arrêt des restructurations et fusions de services,*
- *le dégel du point d'indice*

D'autres choix économiques sont possibles :

-
- *80 milliards d'euros de fraude / évasion fiscale par an,*
- *20 milliards d'euros pour le CICE par an ...*

Tout cela financerait aisément des emplois pour le contrôle fiscal, pour l'assiette et le recouvrement des impôts ! Des emplois aux Finances permettraient de faire rentrer cet argent dans les caisses de l'Etat !